



Paris, le 25 octobre 2024

Lettre ouverte à madame la directrice de la PJJ

Madame la directrice,

Les 2 et 22 octobre derniers, l'intersyndicale a été reçue par le directeur de cabinet du garde des Sceaux qui a annoncé que la PJJ constituerait une priorité du ministère de la Justice et qu'à cette fin un plan d'action vous serait transmis, avec charge de reprendre un dialogue social, cette fois-ci de qualité. Une première échéance de 6 semaines est fixée pour, qu'ensemble, nous travaillions sur ce plan dont la finalité est une meilleure gestion des moyens humains sur les services en adéquation avec leurs besoins, dans un dialogue social efficient.

Si nous actons la proposition du cabinet du garde des Sceaux, nous ne vous donnons pas pour autant un blanc-seing quant à votre gouvernance. Seules des garanties sérieuses pourront nous amener à siéger à nouveau.

L'intersyndicale et les agents de la PJJ veulent des garanties concrètes pour que le dialogue social serve les intérêts d'une politique éducative pour la justice des mineurs et la qualité des conditions de travail des professionnels.

Vous l'aurez compris, madame la directrice, nous attendons une proposition de rencontre de votre part avec l'intersyndicale, préalable incontournable à une reprise du dialogue social.

L'intersyndicale
SNPES/PJJ FSU, CGT PJJ, UNSA SPJJ et CFDT Intercos Justice